

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -**  
**TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

## **SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### **Comments - Commentaires**

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT

### **Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### **Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique  
11 Laurier St., / 11, rue Laurier  
3C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> TBIPS - SUPPLY ARRANGMENT		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6369-11P5IR/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6369-11P5IR		<b>Date</b> 2013-01-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-608-25253		
<b>File No. - N° de dossier</b> 608zm.W6369-11P5IR	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-01-28</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kelly, James		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 608zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-5701 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-1207
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Question 12** Pièce-jointe 1 de l'annexe – Volet A, et pièce-jointe 2 de l'annexe D – Volet B (critère coté sur les ressources), toutes les catégories de ressources (sauf la catégorie de rédacteur technique) accordent des points à l'éducation ainsi : diplôme en ingénierie ou informatique ou diplôme technique dans un domaine de la TI. Un point est accordé par diplôme (maximum de 3 points). Il s'agit d'un critère exceptionnel tel que rédigé : seuls les personnes qui détiennent plusieurs diplôme peuvent obtenir une note élevée pour ce critère. De nombreuses personnes n'obtiendraient même pas la note de passage, encore moins la note maximale pour ce critère. Nous demandons à l'État de conserver la note maximale actuelle (c.-à-d. 3 points), mais d'accorder un point pour chaque cours réussi et attestation obtenue qui est pertinent à la catégorie de la ressource présentée.

**Réponse 12** L'expérience et les connaissances théoriques post-secondaires acquises dans le cadre d'un diplôme universitaire ou technique permettent d'obtenir l'expérience et l'équilibre nécessaires à l'exécution des services professionnels de TI du présent besoin. Les critères sur l'éducation ne sont pas obligatoires et représentent une faible proportion des points attribués à chaque catégorie de ressource. Ainsi, les soumissions qui présentent des ressources supérieures sur le plan techniques peut obtenir une majorité des points sans en obtenir pour l'éducation. Le Canada ne modifiera pas le critère tel que demandé.

**Question 13** En raison du nombre de ressources nécessaires et de l'envergure de la grille des critères et des détails nécessaires, pouvez-vous reporter d'une semaine la date de clôture? Nous considérons qu'il s'agit d'une demande raisonnable qui n'entraînera pas de retard pour le client et qui allouerait plus de temps aux soumissionnaires pour présenter des réponses de grande qualité.

**Réponse 13** Le Canada accepte de reporter la date de clôture de l'invitation d'une semaine, soit le 28 janvier 2013. Même si la date de clôture est reportée, la date limite pour soumettre une question est seulement reportée au 18 janvier 2013. Les soumissionnaires doivent donc poser leurs questions avant cette date. Le Canada ne s'engage pas à répondre aux questions soumises après cette date.

**Question 14** Certains fournisseurs invités à soumissionner pour le volet B n'ont pas été en mesure de recruter du personnel ni de préparer de soumission avant la publication de la modification (en particulier la question 3 à la page 3). Dans le but de garantir un approvisionnement juste et équitable, nous demandons une prolongation de deux semaines pour permettre aux fournisseurs non qualifiés de présenter une réponse de qualité.

**Réponse 14** Se reporter à la réponse 13. Des exigences opérationnelles font que ce contrat doit être attribué le plus rapidement possible. Le Canada ne peut reporter la date de clôture au-delà du 28 janvier 2013.

**Question 15** Il est clairement indiqué dans l'énoncé des travaux que les compétences et l'expérience nécessaires serviront aux domaines classifiés pour les volets A et B. De plus, les éléments livrables peuvent uniquement être accomplis par des ressources qui ont été formées et qui possède l'expérience technique ou d'ingénierie à l'intérieur du domaine classifié. Cependant, dans la DDP l'État n'a pas exigé dans les critères obligatoires ou cotés des compétences ou de l'expérience dans le domaine classifié. Ainsi, l'État recevra donc des

propositions avec des ressources sans expérience du domaine classifié et qui n'ont ni les compétences ni la formation pour fournir les services car des ressources peuvent se conformer aux critères obligatoires et cotés si elles comptent de l'expérience dans le domaine non classifié ou désigné. Est-ce que l'État fourni les fonds nécessaires pour former les ressources proposées afin que le soumissionnaire retenu obtienne les compétences uniques main nécessaires pour fournir les services du domaine classifié conformément à l'énoncé des travaux et aux éléments livrables? Si la réponse est non, est-ce que l'État peut modifier les critères obligatoires et cotés pour inclure l'exigence selon laquelle toutes les ressources fournies doivent avoir l'expérience nécessaire au domaine classifié?

**Réponse 15** Non, le Canada ne fournira pas de fonds supplémentaires pour la formation. Veuillez vous référer à l'article 7.23, en particulier la phrase suivante : «L'entrepreneur est tenu de former ses ressources pour la réalisation des travaux et le temps passé en formation ou pour se familiariser avec l'environnement du client ne peut être facturé au Canada. » Pour cette questions, les termes domaines, réseaux et enclaves classifiés sont considérés synonymes. La présente invitation comporte déjà des exigences sur l'expérience du domaine classifié. Veuillez vous référer aux critères O2/O3 et C2/C3 qui exige de l'expérience «... de travail avec des réseaux classifiés communs... » Le Canada ne modifiera pas le critère d'évaluation tel que demandé.

**Question 16** Référence : Critère obligatoire sur les ressources de spécialiste de la sécurité – niveau 2 pour les volets A et B.

a) Sentinelles et passerelles. Est-ce que l'État peut spécifier les sentinelles et les passerelles acceptés car plusieurs peuvent être utilisés avec différentes configurations dans les systèmes classifié ou non?

b) Systèmes de détection des intrusions. Est-ce que l'État peut spécifier quels systèmes de détection des intrusions sont nécessaires car il existe des solutions logicielles et matérielles?

c) Pare-feux. Les pare-feux ont plusieurs utilités somme la protection des ordinateurs de bureau ou des frontières du réseau. Quelle types de mise en oeuvre et de technologie sont nécessaires pour la présente invitation?

d) Systèmes de protection des limites de réseau. Quel système de protection des limites de réseau est ciblé et est acceptable pour ce besoin?

e) Appareils de chiffrement. Des appareils de chiffrement existent sur la plupart des réseaux classifiés. Quelle interaction spécifique sera nécessaire pour respecter ce critère. Spécifiquement, est-ce que l'État vise des appareils de chiffrement de type 1?

f) Diodes de données. Quelles technologies sont nécessaires pour se conformer au besoin en matière de diodes de données?

**Réponse 16** Le Canada n'est pas prêt à préparer une liste de fournisseurs et de fabricants tel que demandé car les besoins sont de nature générique. De plus, le contrat pourrait s'étendre sur une longue période pendant laquelle les solutions et les fournisseurs en place actuellement pourraient ne plus exister. En d'autres termes, comme la technologie peut changer, l'expérience d'un équipement spécifique peut n'apporter aucun avantage mais le

fait d'avoir travaillé avec de l'équipement comparable peut être important. Le soumissionnaire ne sera pas évalué en fonction d'équipement spécifique mais plutôt général. Par exemple, l'expérience du système de détection des intrusions Cisco n'est pas importante mais l'expérience du système de détection des intrusions est importante. Dans ce cas, de l'équipement comparable serait un système de détection des intrusions d'un autre fournisseur. On prévoit également que la plupart des ressources auront de l'expérience de l'équipement commercial communément utilisé dans un environnement réseau. Veuillez vous référer aux réponses ci-dessous pour chaque élément.

a) Sentinelles et passerelles. Cette catégorie comprend les sentinelles et les passerelles entre différents réseaux pour l'échange d'information comme le courriel, Internet et les discussions, entre autres.

b) Systèmes de détection des intrusions. Le Canada acceptera n'importe quel système de détection des intrusions en général.

c) Pare-feux. Le Canada acceptera toute technologie de pare-feu d'un point de vue de la protection des limites.

d) Systèmes de protection des limites de réseau. Aucun système de protection des limites de réseau spécifique n'est ciblé. Veuillez vous référer à la définition du système de protection des limites de réseau à la réponse 17 ci-dessous.

e) Appareils de chiffrement. De l'expérience des appareils de chiffrement de types 1 et 2 est nécessaire.

f) Diodes de données. Le Canada acceptera toute technologie de diodes de données.

**Question 17** Le terme protection des limites de réseau est utilisé comme une exigence pour les postes d'architecte de la technologie tout au long du besoin. Veuillez préciser la définition de ce terme.

**Réponse 17** Les systèmes de protection des limites de réseau comprennent des solutions techniques qui assurent la protection des limites dans un réseau ou entre différents réseaux. Cela comprend également des solutions qui fournissent une fonction d'échange d'information ou agissent comme un gardien entre les réseaux. La section sur les tâches et les éléments livrables pour la catégorie de spécialiste de la sécurité, paragraphe (i) de l'appendice 1 et 2 de l'énoncé des travaux contient la définition des systèmes de protection des limites de réseau :

Voici certains systèmes de protection des limites de réseau courants :

- pare-feux;
- protocoles de sécurité de l'accès à distance, services cryptographiques et service d'utilisateur commuté à authentification distante (RADIUS);
- équipement de cryptage militaire comme KG-84A, KG-84C et TACLANE ainsi que des protocoles ou des appareils de cryptage de qualité commerciale;
- serveurs mandataires fonctionnant grâce au protocole de transfert hypertexte sécurisé (HTTPS);

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6369-11P5IR/A

Amd. No. - N° de la modif.

003

Buyer ID - Id de l'acheteur

608zm

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6369-11P5IR

File No. - N° du dossier

608zmW6369-11P5IR

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

- 
- système de détection d'intrusion;
  - diodes de données;
  - agents de transfert de courriel;
  - serveurs de vérification de contenu en temps réel pour le trafic lié au protocole SMTP, au protocole HTTP et au logiciel SameTime;
  - sentinelles et passerelles SMTP;
  - environnements virtuels fonctionnant sous VMWare.